

L'ÉDITO

Béatrice Delvaux

ÉDITORIALISTE EN CHEF

UNE QUESTION, UNE LEÇON, UN DILEMME

Si on regarde l'affaire « Ceta » par le petit bout de la lorgnette belge, on est tenté de poser une question et de faire une leçon.

La question ? Que se serait-il produit si le PS avait été aux affaires au fédéral ? Quel aurait été le résultat des négociations s'il y avait eu symétrie des partis au pouvoir au fédéral et à la Région wallonne, et donc des relations « complices » entre les dirigeants et parlementaires respectifs ? Quelle que soit la qualité des débats constatée dans l'hémicycle wallon sur la discussion de ce traité Europe-Canada, on ne peut s'empêcher de se dire qu'il n'y aurait pas eu, in fine, de niet wallon.

La leçon ? On se gausse dans les rangs de la N-VA de la « République soviétique de Wallonie », cette région quasi commu-

niste qui, non contente d'empêcher la Flandre de travailler en mettant la SNCB à l'arrêt sans préavis, monte d'une division et bloque cette fois un accord commercial contracté au nom de 500 millions d'habitants. « *Ce niet wallon sert complètement De Wever* », confiait un de ses adversaires politiques flamands. On voit bien l'angle d'attaque

On ne peut pas vouloir les avantages de la régionalisation, mais en refuser les inconvénients nationaliste, mais il est totalement hypocrite dès lors que, comme le remarquait notamment le politologue flamand Dave Sinardet, « *les politiques flamands blâment les Wallons, mais c'est eux qui ont voulu donner aux Régions un maximum de compétences en matière de commerce extérieur* ». En clair : on ne peut pas vouloir les avantages de la régionalisation, mais en refuser les inconvénients. La Flandre a décroché le droit de faire (quasi) ce qu'elle veut en matière de commerce extérieur, la Wallonie l'exerce : c'est normal.

Si on regarde l'affaire « Ceta »

par le plus grand bout de la lorgnette européenne, on ne peut que constater un dilemme terrible, qui apparaît ici dans toute sa complexité : comment concilier la légitimité démocratique de l'Union européenne avec l'efficacité de sa prise de décision ? Depuis des mois, on ne cesse de clamer deux choses. Primo, la perte de foi dans l'Europe provient de son éloignement vis-à-vis des citoyens qu'elle « régit » et de l'impression d'un pouvoir autocratique qui « impose » d'en haut des politiques et des critères sans rapport avec la réalité des « gens ». Secundo, pour être plus efficace, l'Europe devrait pouvoir agir plus vite, en disposant d'un commandement resserré grâce au transfert de pouvoirs complémentaires des Etats vers l'Union. L'affaire « Ceta » est donc une terrible épreuve pour tous ceux qui se préoccupent du projet européen car elle montre à quel point il est kafkaïen de réconcilier les deux volets « démocratie et efficacité ». Le « révélateur » wallon ne provoque rien, il ne fait qu'approfondir la crise du modèle.